

● LES LUTTES OUVRIERES EN ARGENTINE

LIRE NOTRE DOSSIER EN P.12

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 18 NOVEMBRE 1977 - N° 559

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76.

1,70 F

Croissant livré à la police allemande

HONTEUSE COLLABORATION

Le droit d'asile remis en cause

«Je ne vais jamais mettre fin à ma vie par suicide. Si on devait apprendre ma mort dans une prison allemande, elle ne sera jamais un suicide. Ne croyez pas aux mensonges des assassins», a déclaré Klaus Croissant, dans une lettre remise à son avocate.

Aujourd'hui, Croissant livré à la police allemande, croupit dans une prison du Bade-Würtemberg, dans une de ces prisons «modèle» où sont déjà morts six prisonniers politiques : Holger Meins, en 1975, Ulrike Meinhof, en 1976, Baader, Raspe, Ensslin, et il y a six jours, Ingrid Schubert, retrouvée pendue dans sa cellule de la prison de Munich.

Giscard a délibérément envoyé Croissant vers un procès truqué, instruit par un ancien nazi, Schvele, procureur de Stuttgart, un de ces anciens nazis qui jouissent de toutes les libertés en RFA.

Giscard n'a pas hésité à faire charger les avocats par les CRS, à interdire toute rencontre de Croissant avec ses défenseurs reprenant des méthodes de Schmidt.

Pour imposer l'extradition, il n'a reculé devant aucun moyen : toute manifestation était interdite, cela n'a pas empêché, mardi, des milliers de personnes de manifester à Paris.

«Justice est faite», se sont exclamés les délégués du parti social-démocrate allemand (SPD) en apprenant la décision du tribunal de Paris et Giscard a reçu les félicitations de la CDU, le parti de la droite allemande.

Croissant est aujourd'hui dans les prisons de Schmidt, ce Schmidt à qui Mitterrand apporte son soutien et Martinet, membre du Secrétariat National du PS est allé plus loin que le jugement rendu par le tribunal quand il déclarait : «Je pense que Croissant n'est pas seulement l'avocat du groupe Baader, mais aussi l'animateur».

En livrant Croissant à la police allemande, la bourgeoisie a franchi un nouveau pas dans la collaboration avec l'Allemagne de Schmidt, dans la formation d'une Europe policière. Le droit d'asile, les droits démocratiques ont été gravement bafoués, il faut riposter sans attendre, poursuivre et étendre la mobilisation qui s'est engagée.

LIRE NOS ARTICLES P.6 ET 7 ET LE COMMUNIQUÉ EN P.7



Klaus Croissant aujourd'hui dans les prisons allemandes.

CAUTION DE GISCARD A LA DICTATURE DU SHAH

Pour la seconde fois en moins d'une semaine, le Shah d'Iran est à Paris où il doit rencontrer deux fois Giscard d'Estaing. Les conversations doivent tourner autour des importants accords économiques que la France passe avec l'Iran et sur les positions communes dans les problèmes internationaux. A travers elles, c'est surtout la réaffirmation du soutien de Giscard à son régime que recherchait le Shah. Il a déjà obtenu cela à Washington.

C'est pourquoi cette tournée a donné lieu à d'importantes manifestations à Washington et dans

plusieurs villes américaines de la part des Iraniens aux USA. Des manifestations ont eu lieu également à Paris lors de son premier voyage mardi dernier. En Allemagne et en Grande-Bretagne, une vaste campagne de dénonciation est en cours : elle vise à empêcher le Shah d'obtenir une réaffirmation de la caution apportée par ces gouvernements à son régime, alors qu'il se prépare à organiser la répression du puissant mouvement populaire qui s'est affirmé au cours du mois d'octobre.

LIRE P.8

JOURNÉE NATIONALE PAYSAN-TRAVAILLEUR

Pour un syndicat de classe anticapitaliste à la campagne

Jeudi 17 et vendredi 18, l'Association nationale «Paysan-Travailleur» tient ses Journées Nationales à Fontenay-sous-Bois.

Ces journées ont pour objectif de définir une ligne et des moyens de faire échec à l'évolution actuelle de l'agriculture, et le renforcement de l'organisation d'un syndicat de classe pour défendre les petits paysans contre le développement du capitalisme.

Le Mouvement «Paysan-Travailleur» est né du refus de paysans anti-capitalistes de se considérer comme des chefs d'entreprise, comme le proposent le CNJA et la FNSEA. Ces paysans considèrent comme principale l'alliance avec les autres couches de travailleurs exploités par le capitalisme.

LIRE EN P.3

Sécurité Sociale : et pour quelques voix de plus...

Le Conseil des ministres a adopté deux décrets généralisant la Sécurité Sociale : cette mesure, qui concerne 1 500 000 personnes, est présentée comme une nouvelle «réforme sociale» du gouvernement giscardien.

LIRE EN P.4

Montefibre : 5ème mois de lutte

Le pouvoir a finalement envoyé une seconde fois ses flics contre les travailleurs de Montefibre : mercredi matin à 5 heures, 150 CRS ont investi les locaux de l'usine, expulsant l'ensemble des travailleurs présents.

Les grévistes n'en continuent pas moins la lutte pour la réembauche de tous !

LIRE EN P.3

Le Parc de nos Princes...

Eclipsant à bon compte l'ignoble extradition de Klaus Croissant, le match de l'équipe de France contre la Bulgarie, de simple événement sportif qu'il aurait du être, est devenu comme on dit une «affaire d'État». Nos politiciens l'ont bien compris, qui ont essayé de glisser leur silhouette dans le halo de popularité entourant le onze national. Chirac, sans trop de risques avait pronostiqué publiquement la victoire. Giscard n'a pas manqué d'user de son «droit présidentiel» au télégramme solennel de félicitations. Quant au PCF il n'était pas en reste, puisqu'on peut lire dans *L'Humanité* de jeudi : «Parmi les nombreuses personnalités présentes au Parc des Princes, on notait : Georges Marchais, Charles Fiterman, Guy Hermier, Michel Zilbermann». Leur présence aurait-elle été déterminante pour le résultat du match ?

LUTTES OUVRIERES

Somme : un ouvrier sur 3 au chômage dans la vallée de la Nièvre

La Nièvre est un petit affluent de la Somme. Dans sa vallée, les frères Saint avaient, au début du siècle, implanté des usines pour le traitement de la jute. Ces fabriques ont été reprises par les Dalton du Textile, les tristement célèbres frères Willot. Depuis, elles se dépeuplent. Il y a un an, lors des licenciements dans le groupe, 400 emplois ont disparu... Les 7 communes de la vallée comptent 8 891 habitants. Sur les 2 000 actifs, le chômage touche 12,5 % : un tiers des ouvriers.

Voyer (Tours) : usine occupée

Les travailleurs des établissements Voyer, à Tours, occupent leur usine depuis le lundi 14 novembre, ils refusent 99 licenciements. Deux plans de «redressement» se sont traduits par un échec. L'entreprise fabrique des charpentes métalliques. Le 21 novembre, Raymond Barre doit venir à Tours, les travailleurs de chez Voyer ne manqueront pas l'occasion.

Dans le reste du groupe, 367 personnes devraient être licenciées. On parle de fermeture pour les usines d'Aix en Provence et d'Hagondange en Moselle, et de réduction de personnel à Paris et à Rive de Gier, dans la Loire.

Saviem Blainville : trois jours de chômage

L'usine de Saviem-Blainville dans le Calvados, sera fermée 3 jours, les 24, 25 et 28 novembre. La raison avancée pour ces 3 jours de chômage technique, qui toucheront la quasi-totalité des 5 000 salariés, est comme d'habitude «la faiblesse des carnets de commandes».

Fin de la grève aux Courriers Normands

Mardi après-midi, la grève aux Courriers Normands prenait fin. Elle durait depuis le 14 octobre, et était massivement suivie : 80 % de grévistes sur les 488 salariés. Un accord s'est dégagé sur une augmentation de 50 F le premier octobre et de 80 F le premier janvier, s'ajoutant à l'augmentation due au coût de la vie.

Verberie (Oise) : un ouvrier tué au cours d'une réparation

Jeudi dernier, vers 11 heures du soir, Nadi Ramtame était en train de réparer un contacteur défectueux, à l'usine Socar, dans la zone industrielle de Verberie. Il réglait une machine moulant des emballages en polystyrène. Soudain la machine s'est remise en marche. Le contact avait été coupé, les mâchoires du moule étaient refermées. En ouvrant la grille de protection, le dispositif de sécurité devait aussitôt mettre la presse hors de service. Mais le dispositif n'a semblé-t-il pas fonctionné, la machine se remettant en mouvement a projeté l'ouvrier contre un montant métallique. Il est mort peu après. Cet ouvrier habitait dans un logement préfabriqué, à l'intérieur même de l'usine !

Chômage et bruit de licenciements chez Auer

A Feuquières en Vimeu, à l'usine Auer, c'est l'inquiétude : de nouvelles mesures de chômage partiel, après les deux semaines de septembre-octobre viennent d'être décidées pour novembre, et pour décembre, c'est deux semaines. La direction refuse de préciser ses intentions sur l'emploi pour le début de l'année 78, alors que le bruit court de 60 licenciements et d'une fusion, ou même de la fermeture de l'usine. La direction parle de stocks énormes qu'elle n'arrive pas à écouler, mais refuse toute explication devant le CE.

Marseille

DEFFERRE TRADUIT EN JUSTICE UN ÉBOUEUR CGT

●Mardi 15 novembre, la 11^e chambre du tribunal de Marseille jugeait le secrétaire CGT des éboueurs, Vincent Manca.

Les faits, qui remontent au 2 février 76, consistent en une violente altercation (insultes, coups, blessures) entre un militant CGT éboueur, Vincent Manca, et un briseur de grève façon Defferre, Moscati. Mais on ne peut en rester à ces faits bruts.

La mairie de Marseille est le plus gros employeur des Bouches du Rhône, avant la Solmer et la Snias. Elle a 7 à 8 000 employés. Gaston Defferre est donc à ce titre le patron d'une très grande entreprise, et dans le genre autocratique, tout le monde le sait. En tant que responsable du PS, il s'attache à contrôler politiquement ce vaste appareil par une sorte de hiérarchie parallèle, le syndicat FO des municipaux. Celui-ci assure le dépistage systématique des militants CGT ou CFDT qui sont surveillés soigneusement et n'ont aucune chance de promotion. Toute tentative de développement de la CGT ou de la CFDT, dans ce contexte, devient une affaire grave aux yeux de Defferre.

C'est ce qui se passait dans le service des



Defferre à la barre de son voilier : il veut être le seul maire à bord chez les municipaux.

Rhône Poulenc Textile (Lyon Vaise)

1 200 licenciements d'ici 1979 !

Rivière, PDG de l'usine Rhône Poulenc Textile de Lyon Vaise présidait le mardi 15 novembre un comité d'établissement. Au cours de la réunion, il a annoncé son intention de procéder d'ici deux ans (fin 1979) à 1 200 licenciements sur les 2 200 travailleurs que compte l'usine actuellement. Environ 400 postes seraient supprimés au cours de l'année 1978, les 800 autres l'année suivante.

Le PDG de Rhône Poulenc, de plus, sûr de lui, a déclaré qu'il n'y aurait... aucun licenciement collectif, espérant que 1 200 travailleurs vont accepter de partir d'eux-mêmes ou qu'ils vont accepter ces licenciements sous forme de mutations !

Ces licenciements, s'ils étaient effectués, porteraient les effectifs de l'usine à quelques neuf cent travailleurs : ils ne sont d'autre part que le premier pas vers la fermeture totale. Alain Jubert, directeur général adjoint de Rhône Poulenc S.A. et délégué du groupe dans la région Rhône-Alpes a déclaré à ce propos qu'il est impossible de dire qu'on maintiendra une activité textile

à Vaise. Un nouveau plan sera annoncé à la fin du mois de décembre.»

Parallèlement à cette restructuration de ses activités chimiques, le trust Rhône Poulenc envisage de développer son secteur «produits pharmaceutiques» et «anglais» à l'étranger. Renaud Gillet, PDG du groupe, en tournée en Asie du Sud Est, vient d'annoncer à ce propos qu'il comptait accroître la production des secteurs cités plus haut, en Corée du Sud, où la dictature fasciste permet temporairement de payer des salaires particulièrement bas. Il confirme donc la stratégie prise en juillet de cette année par le trust : à cette époque, Rhône Poulenc avait ouvert à Séoul, un bureau d'étude chargé de différents projets d'installations d'usines. En 1975, il avait constitué une filiale commune avec la firme sud coréenne Oriental Chemical, cette filiale avait entre autre investi plus d'un million de dollars dans la production de pigments de silicate.

Les travailleurs de l'usine de Lyon-Vaise refusent leurs licenciements !

éboueurs au dépôt où a eu lieu l'incident, et l'atmosphère était donc tendue. Aussi la diffusion d'un tract CGT dans ce dépôt et en dehors des heures de travail, s'est soldée par une lourde sanction : cinq jours de mise à pied pour

vent Moscati et deux de ses collègues. Ils veulent faire reprendre le travail et faire plier la CGT. La discussion s'envenime, les coups partent. Moscati a le dessous. Légèrement blessé, il est admis à l'hôpital.

Comprenant qu'ils ont été victimes d'une machination, les éboueurs CGT se rendent à la mairie avec l'intention de voir le maire pour mettre les choses au point. Defferre ne les reçoit pas et fait soudain irruption dans le hall, l'insulte aux lèvres. Les éboueurs sont muets de surprise. Mais ce n'est pas fini. Defferre se portait partie civile, ainsi que FO et la Caisse des dépôts et Consignations. Le maire se faisait photocopier pour la presse au chevet de Moscati à l'hôpital. L'affaire devenait nationale. Il faut dire qu'à l'époque, les cantonales 76 se préparaient, et que derrière se profilaient déjà les municipales 77. L'importance donnée à cet incident se comprend mieux dans le cadre des rivalités PC-PS, Vincent Manca étant membre du PCF.

indiscipline. Très normalement, le syndicat CGT et son secrétaire, Vincent Manca, prennent la défense du militant et multiplient les démarches pour que cette sanction particulièrement injuste soit enlevée.

En vain, les portes se ferment, les bouches sont cousues. Manifestement, il y a eu des consignes. Les éboueurs du dépôt décident de débrayer pour protester. C'est alors qu'arri-

Après le jugement de mardi, qui n'a d'ailleurs pas tranché, *Le Provençal*, le journal de Defferre, ne dit rien. *La Marseillaise*, journal local du PCF n'y consacre qu'un petit encart, rappelant les faits, et situant le problème uniquement sur le plan syndical. Les tensions exacerbées entre les partis de gauche ne peuvent pourtant que faire rebondir cette affaire.

(L'AP 13 consacre un article à cette affaire).

Égoutiers parisiens

Manifestation à l'ORTF

Les égoutiers parisiens ont entamé jeudi matin, leur 28^e jour de lutte. Comme ils l'avaient décidé il y a 48 heures, les grévistes de l'atelier N° 16 (Auteuil, rue de Versailles) ont occupé leur atelier de travail, pour une durée indéterminée, arrêtant le travail minimum fait depuis le début de la grève. Les autres égoutiers, la majorité, se sont retrouvés devant les locaux de l'ORTF, rue Cognacq Jay, à l'appel de la CGT, pour exiger de passer à la télévision. Ils ont obtenu cette fois gain de cause, puisque un caméraman est descendu des locaux de l'ORTF pour filmer les tra-

vaillants. Reste bien sûr, à ce que le court film soit retransmis à la télévision (avant hier, un film de quelques secondes sur la lutte est passée aux informations régionales seulement). Les égoutiers ont ensuite improvisé une manifestation de la rue Cognacq Jay, jusqu'aux Champs Elysées, créant au passage de beaux embouteillages. Jeudi matin, à la bourse du travail, les égoutiers parisiens, au cours d'une nouvelle assemblée générale, devaient discuter de l'essentiel : le durcissement du mouvement à l'image de l'atelier N° 16.

Journées nationales du mouvement «Paysan-Travailleur»

«POUR UN SYNDICAT DE CLASSE, ANTI-CAPITALISTE EN AGRICULTURE»

● Les «journées nationales du mouvement Paysan-Travailleur» se déroulent en ce moment à Fontenay, dans la banlieue de Paris.

Le mouvement Paysan-Travailleur est né de la prise de conscience après 1968 d'une minorité importante de militants syndicalistes organisés au

CNSEA (syndicat des jeunes agriculteurs). Les «journées nationales» ont pour but de fixer la ligne de cette organisation syndicale qui s'est fixée pour objectif de mettre en place une «organisation paysanne de classe ayant pour but la défense des paysans exploités».

ORIGINE DU MOUVEMENT «PAYSAN-TRAVAILLEUR»

A Blois en 1970 une forte minorité du CNJA réunie en Congrès a présenté un rapport d'orientation, contre la direction moderniste du syndicat ; rapport intitulé «Pour un syndicalisme de travailleurs». Ce rapport remettait en cause la société capitaliste en terme généraux mais constituait une rupture avec le courant officiel. A la surprise des majoritaires, 48 % des voix soutenait cette contre proposition.

N'ayant pu s'emparer de la structure syndicale officielle, les minoritaires adoptent suivant les régions deux attitudes différentes.

Certains, en conservant l'appartenance aux syndicats CNJA et FNSEA mènent des luttes éparses, non coordonnées entre elles. D'autres, rejoints aujourd'hui par les premiers, s'organisent dans «Paysan-Travailleur».

C'est alors une structure volontairement lâche, qui accepte la double appartenance syndicale.

La première action importante de Paysan Travailleur a été la «guerre du lait» en Bretagne en 70-72. Faisant suite à une intense campagne de mobilisation organisée par les Paysans-Travailleurs, les producteurs de lait font la grève de la livraison de lait aux laïteries.

LA TERRE OUTIL DE TRAVAIL

De nombreuses actions contre l'accaparement des terres par les propriétaires foncier ont été menées sous l'impulsion de Paysan Travailleur.

Ces luttes, qui ont permis de nombreuses victoires, menées sur plusieurs années ont été bien suivies par les paysans.

Un large mouvement se développe à la campagne pour aborder les problèmes de répartition des terres.

L'ennemi de classe a pris divers aspect ; celui du cumulard qui menace les paysans avec un fusil (Affaire Ameteau) ou qui détruit les bâtiments d'exploitation avec une telle mécanique mettant à la porte les Mouillié à Cheix en Rez. Les moyens employés par la bourgeoisie foncière ont été variés ; les flics accompagnés d'autos-mitrailleuses sont intervenus en Loire-Atlantique. La lutte du Larzac, la princi-



pale manifestation de lutte contre l'Etat, mais bien d'autres ont été menées (contre des aérodromes, des roclades d'auto-route et de plus en plus contre l'implantation de centrales nucléaires

Les Paysans-Travailleurs aujourd'hui ont à faire un bilan et à prendre position. A qui doit appartenir la terre ? A qui la distribuer en priorité ? Pour mettre en place quel type d'agriculture et avec quels moyens ?

Ces questions essentielles, il n'est pas certain que tous les militants Paysans Travailleurs veuillent y répondre de la même manière. Par le passé déjà de sévères luttes de lignes ont traversé l'organisation.

A Poissy lors des précédentes Journées Nationales, le débat portait déjà sur la nécessité de faire de Paysan-Travailleur un syndicat plus ou moins au service des visées électorales de l'Union de la gauche ou bien de renforcer son caractère de syndicat anti-capitaliste au service des paysans exploités.

POUR UN SYNDICAT DE CLASSE ET DE MASSE

La majorité, c'est alors prononcée pour élargir sur des bases de classes en direction des paysans pauvres ; petits et moyens paysans endettés.

A été réaffirmé le refus d'une centralisation et d'un cadre trop rigide. Mais la peur du bureaucratisme introduit le risque de l'erreur inverse qui affaiblit l'organisation. Le refus des al-

liances non discutées dans le mouvement et établies d'une façon durable, évitait clairement à Paysan-Travailleur d'être lié sur des bases dangereuses pour le combat de classe à d'autres syndicats ou à des partis politiques car était-il dit dans la motion finale : «... Cela reviendrait, par exemple, à soutenir l'union de la gauche, sans avoir analysé sa ligne, ni sa pratique, ni l'attitude du mouvement si elle vient au pouvoir, alors qu'un grand nombre de militants ne s'y retrouvent pas forcément».

«UNE LIGNE ET DES MOYENS D'ACTION CLAIRS»

Les Journées Nationales qui se tiennent ces 17 et 18 novembre s'appuient sur l'analyse que l'agriculture entre actuellement dans une nouvelle phase avec les «plans de développement». Accordés à un nombre réduit de paysans, ils doivent permettre la constitution rapide d'une agriculture grosse consommatrice de capitaux, et produisant en masse des matières premières à bas prix.

Pour les Paysans-Travailleurs les conséquences sont les suivantes :

«Une production abondante de mauvais qualité.

Une baisse en valeur absolue des prix à la production.

Une emprise croissante des firmes pour imposer leurs normes.

Des possibilités de financement de plus en plus réduites pour les petits paysans.

Une concentration foncière accrue.

La non installation des jeunes.

Une intensification de l'exploitation du travail de ceux qui s'accrochent».

Les choix lors des Journées Nationales seront déterminants pour savoir si les paysans organisés dans Paysan-Travailleur seront partie prenante d'un front de lutte contre ce système qui menace de liquidation deux paysans sur trois avant 1985.

Bernard PELO

En bref...

● Au Crédit Social des fonctionnaires, plus de la moitié des employés boycottent depuis 15 jours le pointage automatique que la direction veut leur imposer.

● La direction de l'entreprise Solyvent Ventec (ventilation industrielle) située à Chalon sur Saone en Loire vient de prendre la décision de licencier 27 travailleurs sur 250 que compte l'usine. Le 31 octobre, déjà les horaires avaient été ramenés de 40 à 32 heures.

● Les bagagistes au nombre de 250 de l'aéroport de Roissy en grève depuis dix jours, pour une augmentation de leur salaire ont décidé de reprendre le travail. Ils ont obtenu 3 % d'augmentation, ce qui est loin de leur demande.

Montéfibre : les travailleurs expulsés !

«NOTRE OBJECTIF RESTE : UN EMPLOI POUR TOUS !»

Mardi matin, les CRS intervenaient à l'usine de Montéfibre pour tenter de faire exécuter le jugement du tribunal d'Epinal, à savoir l'expulsion des locaux de six délégués syndicaux (CGT, CFDT et CGC). Ils devaient finalement se retirer. Mercredi matin, comme le prévoient d'ailleurs les travailleurs, les flics ont cette fois investi complètement l'usine, en expulsant l'ensemble des ouvriers ! La bourgeoisie aurait cependant tort de croire que c'en est fini du mouvement. La direction de Montéfibre après ce coup de force, espérait ramener les travailleurs à la «raison». En effet, après l'expulsion, elle faisait savoir que les travailleurs «appelés à reprendre le travail» (c'est-à-dire quelques 700 d'entre eux prévus dans le plan de restructuration), pouvaient désormais rentrer dans les locaux avec elle ! Bref, la direction de la Montedison croyait désormais pouvoir, en toute impunité, mettre en application ses projets. L'ensemble des travailleurs (moins une dizaine d'entre eux tout juste, selon des

sources bien informées) a refusé de rentrer dans l'usine jusqu'à ce que l'ensemble des grévistes soit admis à son poste de travail ! De plus, les quelques 150 travailleurs chargés de maintenir la marche de l'usine au ralenti (tâche importante, un arrêt signifierait l'impossibilité de faire redémarrer certains installations) ont débrayé eux aussi. La direction n'est pas arrivée pour l'instant à casser l'unité forgée au cours de quatre mois de grève !

Toujours est-il qu'elle menace : «Il n'y a pas, il n'y aura pas de plan de rechange a déclaré Casali, le directeur de l'usine. La non reprise du travail risquerait de rendre impossible l'application du plan proposé (283 licenciements...)». C'est donc à un grave chantage que se livre la direction contre les travailleurs ! Il est bien évident que seule une mobilisation rapide et importante des travailleurs et de la population de la région, autour des Montéfibre, peut permettre d'y faire face !

Renault : la grève des lock-outés continue

A Renault, les lock-outés refusent toujours de reprendre le travail aux conditions de la direction, c'est-à-dire avec une indemnisation de 56 % des heures lock-outées, pendant 5 semaines. Les petites presses ont donc cessé leurs activités.

Dans d'autres usines Renault, des conflits ont démarré : à Renault Cléon, des débrayages ont lieu sur des revendications sectorielles, et à l'usine Alpine Renault de Dieppe, 180 ouvriers sont en grève contre le licenciement d'un des leurs.

160 menaces de licenciements à l'International Herald Tribune

160 travailleurs de l'imprimerie de l'International Herald Tribune risquent d'être licenciés, la direction ayant annoncé la modernisation de l'imprimerie et pour plus tard, la fermeture de la rue de Berri. Chez Hersant, avec la modernisation, plusieurs centaines de rotativistes vont se retrouver sans emploi. L'accord cadre signé entre la FFLL (syndicat CGT du Livre) et les patrons de presse parisiens, prévoit certes des indemnités et d'hypothétiques reclassements, mais aujourd'hui, on peut se demander où et à quel prix, toutes les grandes imprimeries ou presque changeant de procédés.

Congrès de la CFT

L'officine fasciste CFT dont le dernier coup de main avait abouti à l'assassinat de Pierre Maître, aux usines VMC de Reims tient actuellement un Congrès extraordinaire à Marseille. Ce Congrès qui se tient jusqu'à di-

manche a comme principal point à l'ordre du jour... le changement du sigle de l'organisation.

La CFT croit sans doute ainsi se refaire une virginité à peu de frais.

Incendies à Paris : six morts



Cinq personnes ont péri mercredi matin dans l'incendie d'un immeuble, 45 rue de Sèvres à Paris 6^e. Trois autres personnes ont été atteintes, deux, victimes d'un début d'asphyxie, une troisième en tentant de sauter par une fenêtre. L'incendie aurait pour origine l'explosion d'un chauffe-eau ou l'implosion d'un téléviseur. Selon les pompiers, l'incendie n'aurait pas fait de victimes et les consignes habituelles avaient été respectées : ne pas tenter de s'enfuir, attendre les pompiers dans son appartement en bouclant les portes.

Un autre incendie dans le 20^e arrondissement a fait une victime.

«Le petit Barre» interdit

Les boulangers-pâtisseries des Alpes Maritimes n'auront plus le droit de vendre le «petit barre», substitut au croissant imaginé par les boulangers pour contourner la taxation établie par Barre. La direction départementale de la concurrence et des prix l'a interdit à la vente à partir du 15 novembre.

Elections aux comités de parents

Les résultats des premières élections aux comités de parents viennent d'être rendus publics. Le taux moyen de participation est d'environ 50 %. Les listes indépendantes obtiennent de bons scores dans les départements ruraux, par contre dans les agglomérations urbaines, la fédération Cornec est en tête. Le score de la fédération Lagarde, la plus réactionnaire oscille entre 10 et 15 %

France - Bulgarie : 3 - 1

En battant la Bulgarie par trois buts à un, l'équipe de France de football s'est qualifiée pour la Coupe du Monde qui se déroulera en Argentine au mois de Juin 78. Sa dernière qualification pour cette compétition remontait à 1966.

Le match de mercredi soir a vu une équipe de France très offensive dominer une équipe bulgare venue à Paris uniquement pour tenter de réaliser le match nul qui l'aurait qualifiée. A cette occasion, on a pu constater une fois de plus que la mentalité anti-sportive a cours aussi en Europe de l'Est : charges brutales contre les joueurs français, sanctionnées par de nombreux coups-francs, et par un «carton jaune», faute volontaire en pleine surface de réparation, «trucs» et «ficelles» en tous genres, pour gagner du temps.

Cette tactique s'est révélée inefficace pour endiguer la pression de l'équipe de France qui s'est concrétisée trois fois, sans parler de nombreuses occasions de buts échouant de peu.

Inculpation d'Alain Delon

Ce n'est pas un rebondissement de l'affaire Markovic, mais Alain Delon est inculpé. Il lui est reproché d'avoir employé quatre enfants de cinq, neuf, douze et treize ans, malgré le refus de la commission des enfants du spectacle. La société Adel dont Delon est le PDG avait employé ces enfants pour le tournage du film «Les enfants regardent». L'acteur a été inculpé d'infraction au code du travail.

Projet de loi relatif à la généralisation de la Sécurité Sociale

ET POUR QUELQUES VOIX DE PLUS...

Le Conseil des ministres a adopté deux projets de loi relatifs à la généralisation de la Sécurité Sociale à partir du 1^{er} janvier 1978. Le projet prévoit que les un million cinq cent mille Français non encore couverts par un régime de base seront désormais assurés. Cette généralisation était prévue depuis le lendemain de la Libération ; c'est-à-dire une trentaine d'années. Au mois d'août 1974, Giscard assurait qu'une protection sociale pour tous serait établie au plus tard le 1^{er} janvier 1978. Une loi de 1975 prévoyait l'établissement d'un «régime obligatoire» c'est-à-dire obligeant toute personne (y compris les inactifs) à cotiser.

QUI EST CONCERNE ?

Deux pour cent de la population ne dépendent d'aucun régime. Une partie cotise à l'assurance volontaire ou à une mutuelle. On trouve toutes sortes de professions «marginales» dans les non assurés. Des professeurs de pianos, des interprètes, 300 détectives privés, 500 cartomanciens, des inactifs ou des chômeurs de l'artisanat, ou des PME, qui représentent 10 à 20 000 personnes ; 30 000 prostituées ; des «intermittents» (120 000 personnes) qui travaillent moins de quinze heures par semaine, et qui ne bénéficient pas de l'assurance maladie. Il faut compter aussi les lycéens âgés de plus de 20 ans, ou les étudiants qui n'ont plus droit à la sécurité sociale étudiante, qui sont 21 000, 75 000 mères de familles qui vivent en concubinage, 120 000 veuves de moins

de 55 ans, 300 000 femmes seules (mères et femmes célibataires), 314 000 hommes inactifs de 28 à 54 ans (marginiaux, gitans, clochards...) 200 000 personnes âgées et 110 000 membres du clergé. Au total, 1 million et demi de personnes, si on inclut les enfants et autres ayant droit. Les revenus d'une grande partie de ces personnes sont ignorés en partie ou en totalité, du fait qu'ils ne possèdent pas de ressources régulières et déclarées.

COMMENT SERA ETENDUE LA COUVERTURE ?

Trois dispositions sont proposées : extension des régimes existants ; le droit à la sécurité sociale qui «court» pendant seulement un mois après la cessation de l'activité (à l'heure actuelle) sera porté à trois mois. Les intermittents qui n'ont pas effectué assez

d'heures mais qui auront reçu des rémunérations «importantes» seront désormais assurés. Les «vieux étudiants», «les vieux lycéens» pourront désormais être rattachés au régime de leurs parents ou époux. Même chose pour les concubins.

Mise en place d'une «assurance personnelle» qui doit remplacer l'assurance volontaire pour les personnes âgées, les femmes seules, les travailleurs intermittents, les rentiers... Cette assurance ne sera pas obligatoire mais elle est un peu améliorée : tranches plus nombreuses, cotisations possibles en fonction du revenu, inscription automatique en cas de perte de droit (divorcée par exemple).

Le clergé aura son régime. Le gouvernement crée un régime spécial d'assurance maladie pour le clergé, ce qui est contradictoire avec les positions et déclarations antérieures prétendant rechercher une simplification des régimes. Le régime clérical sera relié au régime général mais sera géré par le clergé. Ceci concerne tous les prêtres qui ne sont pas salariés comme en Alsace.

OPERATION PUBLICITAIRE

Déjà aux entretiens de

Bichat, Giscard s'envoyait des satisfecit «*Cette année tous les Français seront assurés*» et précisait que c'était une étape capitale avant la santé pour tous. L'opération auquel nous assistons est de toute autre dimension. Concernant peu de monde, elle représente une mesure qui ne coûtera pas grand chose à l'Etat et vise à grappiller quelques voix avant les prochaines élections. Par ailleurs en insistant sur son rôle décisif dans la généralisation de la SS, Giscard tente de faire oublier les multiples attaques contre la santé des travailleurs qui ont été perpétrées depuis qu'il est au pouvoir : réduction du remboursement, élargissement du ticket modérateur, dégradation de la qualité des soins hospitaliers. Une publicité tapageuse et à bas prix car se sont toujours les mêmes qui vont être appelés à se dévouer au nom de la solidarité nationale : le régime général, c'est-à-dire celui de la masse des travailleurs est appelé à supporter en partie la charge de tout une série de nouveaux assurés dont celle des rentiers. Il ne reste plus à l'Assemblée qu'à voter ce projet de loi, ce qui ne saurait tarder.

Grande Bretagne

INDEMNISATION POUR DEUX VEUVES DE TRAVAILLEURS MORTS IRRADIÉS

La BNFL (British Nuclear Fuel Limited), principale firme nucléaire britannique qui exploite l'usine de retraitement de combustibles irradiés de Windscale, a accepté d'indemniser les veuves de deux travailleurs morts des suites d'irradiations.

Ces deux travailleurs étaient morts après d'atroces souffrances, comme plusieurs autres de leurs camarades, après avoir été irradiés par du plutonium.

Le 26 septembre 1973, quarante employés de l'usine atomique de Windscale recevaient, malgré leurs revêtements de protection, une dose de radiations plusieurs fois supérieure à la norme considérée comme dangereuse. Après examen, ils avaient été déclarés en parfaite condition. D'autres accidents de ce genre sont arrivés à l'usine de Windscale qui est actuellement arrêtée, une décision de



Usine atomique de Windscale en Grande-Bretagne.

justice devant décider si le retraitement des combustibles peut y reprendre.

Jonathan Throughton est mort en 1975 de myélocarcinome, maladie de la moelle épinière. Henry

King est mort en 1973 des suites d'une tumeur au cerveau qui l'avait rendu aveugle. Leurs veuves toucheront respectivement 198 000 F et 70 800 F. L'autopsie de leurs corps

avait révélé des traces de plutonium. Par cet arrangement, la BNFL se débarrasse de deux actions de justice, mais d'autres sont en cours de la part d'autres victimes.

Le Congrès des maires de France

LE CENTRALISME BUREAUCRATIQUE EN QUESTION

● L'Association des maires de France tient actuellement son Congrès à Paris. Rassemblant les différents maires, sans distinction d'appartenance politique, cette organisation compte aussi bien dans ses rangs toutes les nuances de la «majorité» que celles de la gauche. Aussi, ce n'est pas l'unité politique qui risque de marquer une telle réunion déjà, les premières manœuvres partisanes pour l'élection du futur président ont commencé. Cependant, quel que soit leur douteuse sincérité, ceux qui s'adressent à cette assemblée en vue de capter pour leur propre tendance la confiance des maires sont amenés par la force des choses à révéler certaines contradictions dans lesquelles est pris le système des collectivités locales aujourd'hui.

«On dit quelque fois qu'il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Cette surdité volontaire n'est plus de mise et il n'est pas pensable que les pouvoirs publics se contentent d'opposer aux demandes des maires des fins de non-recevoir». Cette charge contre le gouvernement est venue... d'Alain Poher, président sortant de l'association, et président du Sénat, dont l'appartenance «centriste» aurait dû, peut-on penser, assurer plus de respect à l'égard du pouvoir auquel participent ses amis politiques. Naturellement, Chirac, de son côté, n'a pas manqué de mettre l'occasion à profit pour se démarquer du gouvernement, comme il le fait systématiquement ces derniers temps.

COLLECTEURS D'IMPOT

Il reste que l'unanimité dans les critiques adressées au pouvoir central n'est pas due au hasard. Le développement constant de la machine du centralisme bureaucratique a en effet atteint ces dernières années, la crédibilité des structures locales. Depuis toujours relais de l'Etat, les communes disposaient, surtout à la campagne, d'une apparence d'autonomie de gestion, qui semblait rapprocher des habitants les décisions concernant leur vie courante, telles que l'adduction d'eau ou la voirie. Mais, de plus en plus, elles tendent à devenir tout simplement des collecteurs d'impôt pour le compte de l'Etat. En effet, celui-ci se décharge sur elles d'une série de dépenses qui lui revenaient autrefois : en dix sept ans, leurs dépenses sont de ce fait passées de 22,8 % à 39,5 %. Inversement, les subventions de l'Etat aux communes ne cessent de baisser, et sont entrain de passer, de 1962 à 1980, de 28 % à 15 % de leurs dépenses d'équipement.

Le système des impôts locaux, qui comprend notamment la taxe d'habitation, permet d'ailleurs que, de cette manière, les travailleurs les plus pauvres, qui ne sont pas assujettis à

l'impôt sur le revenu, se trouvent quand même devoir contribuer à l'entretien de l'Etat. Ces dernières années, ces charges se sont multipliées plusieurs fois pour les familles populaires, et ce n'est pas la réforme en cours de l'impôt local qui y changera quelque chose, au contraire. Par exemple, les normes prévues feront qu'un habitant d'HLM, à l'avenir, paiera autant que celui qui occupe un logement du secteur privé : une fois de

nautés de communes». E-lues au deuxième degré, par les conseils municipaux concernés, ces nouvelles structures seraient de plus coiffées par un «syndic» dont les textes n'écartent pas, en l'état des choses, qu'il puisse être un fonctionnaire.

Ce qui resterait aux communes elles-mêmes, on peut s'en faire une idée d'après un «expert» Peyrefitte : «Que le maire demeure le premier magistrat de cette communauté élémentaire : il ne faut pas toucher aux symboles. Mais qu'on ne prétende pas lui faire jouer un rôle de chef d'entreprise : il n'en a pas les moyens. L'entreprise — c'est-à-dire les attributions d'équipement et de gestion — doit se situer plus haut». Aux élus municipaux l'inauguration des chrysanthèmes, à des gens plus «compétents» la gestion des affaires : voilà la philosophie gouvernementale.

Aussi, prétendant parler

au nom des maires, l'Association qui tient en ce moment son Congrès ne pouvait faire moins que de rejeter purement et simplement le questionnaire que leur avait adressé le pouvoir pour connaître leur opinion sur ses projets, et trouver les meilleurs moyens possibles de les faire avaler. Résultat à ce jour : selon le ministère de l'Intérieur, certainement optimiste, moins d'un tiers des maires auraient répondu, alors que le délai est dépassé ; d'autre avancement le chiffre de 4 000 sur 36 000. La réforme et la «consultation» passent mal.

CANDIDATS ET «NON CANDIDATS»

C'est ce dont se sont rendus compte, non seulement Poher et Chirac, mais évidemment aussi les représentants de l'opposition à ce Congrès. De plus, les récentes élections de mars dernier sont susceptibles d'avoir provoqué



Elus de communes rurales : de moins en moins de pouvoir, et menacés par la «réforme Guichard».

plus, les familles populaires paieront la note.

UN ROLE SYMBOLIQUE

Ainsi transformées en pompes à finances, les communes se trouvent de plus sous la menace d'une réforme, prévue par le «rapport Guichard». En bref, il s'agit, tout en maintenant le nom des communes, de réduire pratiquement à rien les pouvoirs du conseil municipal. L'essentiel de ses attributions : urbanisme, écoles, voirie, implantation des zones industrielles, adduction d'eau, tout ce qui fait le tissu quotidien de l'activité municipale serait transféré à des «commu-

des modifications dans les rapports de forces politiques internes à l'Association. Aussi, Poher, prudent n'a pas encore fait savoir qu'il présente René Gaillard, maire de Niort. Jusqu'ici, il était de tradition que PS et PCF présentent un candidat commun, qui

n'avait d'ailleurs aucune chance. On attend de savoir quelle sera la réaction des élus du PCF. En tout cas, l'unité, si elle se réalise, sera difficile à faire, dans le contexte politique actuel.

Jean LERMET

Vengeance

La municipalité de désunion de la gauche de Reims continue de défrayer la chronique. Les élus PS avaient refusé de voter le budget, protestant contre des nominations par le PCF de fonctionnaires trop dévoués à ses intérêts. Cette fois-ci, ce sont les élus PCF participant au conseil de district qui ont empêché le président de cet organisme de toucher une indemnité de fonction. Il faut dire que celui-ci appartient au PS. Prochain round le 24 novembre.

Coup de poker

Evoquant «le fracas des deux blocs idéologiques» comme une donnée du passé, Servan-Schreiber ajoute que «des conditions concrètes d'une nouvelle donne sont remplies. Tel est l'enjeu des élections législatives». Bref, les «majorités d'idées» chères à un autre politicien, Edgar Faure, pourraient selon le président du parti radical passer par-dessus les clivages politiques actuels.

Grand garçon

«Le PS est assez grand pour gagner le premier tour des élections», a déclaré Mitterrand devant les élus socialistes. Il n'a pas précisé «sans l'Union de la gauche», mais la menace vis-à-vis du PCF était assez claire comme ça. Au demeurant, depuis la dernière convention nationale du PS, c'est la grande idée du premier secrétaire pour contraindre Marchais à passer par ses conditions.

Démarcheurs

«On peut discuter sur le bien-fondé de la publicité : une chose est sûre, c'est qu'on ne peut pas s'en passer». C'est ce que contient, dans son premier numéro, la nouvelle formule hebdomadaire du journal des Jeunesses du PCF. Avec, en prime, cet appel aux lecteurs «aller voir les vendeurs ou les directeurs de produits qui leur plaisent ou qui leur ont rendu service pour leur proposer l'Avant-Garde comme support publicitaire». Vive le chewing gum X et la mobylette Y !

Entre colonialistes

Kanapa, de la direction du PCF, est indigné : il reproche aux socialistes de vouloir que «le droit à l'auto-détermination des peuples des DOM soit assorti d'une consultation préalable des élus locaux en place. Elle aboutirait à s'en remettre aux élus de la droite et aux profiteurs de la colonisation du soin de décider». Scandaleux, effectivement. Mais comment se fait-il que le PCF s'est toujours opposé farouchement à l'indépendance de ces pays ?

Guérilla

«Nous ne faisons pas de guérilla budgétaire. Nous restons fidèles à notre engagement de ne pas créer de difficultés à monsieur Barre», a déclaré Labbé, président du groupe parlementaire RPR. Il parlait du refus des députés de sa formation de voter les crédits d'équipement pour le budget de la défense. On pourrait le croire s'il n'y avait, ces derniers jours, que ce sujet de contentieux entre le gouvernement et les chiraquiens.

Augmentation sensible de la redevance TV

Tandis que la redevance radio est supprimée, la redevance TV a été augmentée de 10 % dans le cadre du budget de la radio et de la télévision.

Le projet initial faisait passer le «noir et blanc» de 162 à 176 francs, et la «couleur» de 243 à 264 francs. Un amendement déposé par le gouvernement porte la redevance à 178 et 267 francs : ces 2 francs et 3 francs supplémentaires étant censés permettre «la protection et la sécurité des émetteurs contre les actes de violence».

L'alcoolisme au volant, cause des accidents ?

Chaque année sur les routes, c'est une véritable hécatombe jalonnée par une longue liste de «wheel-ends» meurtriers.

Plutôt que de reconnaître le mauvais état des routes et leur surcharge due à l'absence d'un bon réseau de transports en commun, le gouvernement a choisi de faire porter la responsabilité aux automobilistes eux-mêmes : l'intention proclamée est de combattre «la conduite irresponsable sous l'emprise de l'alcool», comme si c'était la cause principale des accidents. Désormais, les contrôles vont se multiplier, et pas seulement en cas d'infraction ou d'accident.

Le Shah à Paris

CAUTION DE GISCARD A LA DICTATURE DU SHAH

Le Shah d'Iran arrivait à Paris jeudi pour y rencontrer Giscard d'Estaing. Des manifestations ont eu lieu mardi devant l'ambassade US et dans le quartier de la Bourse. A l'issue des entretiens qu'il a eus à Washington avec Carter, le président américain a déclaré que les solides liens d'amitié et les responsabilités politiques et militaires ont été réaffirmés.

Selon la Maison Blanche, Carter a assuré le Shah qu'il travaillerait en étroite liaison avec le Congrès américain pour répondre aux besoins de l'Iran en matière de sécurité, c'est-à-dire pour obtenir le feu vert pour l'exportation de nouveaux avions F 16 et de nouveaux «radars volants», dont le Shah veut passer commande.

Concernant le nucléaire, Carter a proposé des solutions s'est dit confiant dans le fait que l'accord sur le nucléaire soit trouvé dans le cadre de sa politique de non-prolifération.

De Droits de l'Homme, il n'en fut pas question ; de ralentissement des exportations d'armes, il n'en fut pas question ; d'embargo

sur les exportations de technologie nucléaire, il n'en fut pas question. Le régime du Shah reste l'un des piliers de la politique américaine dans le Golfe : un pilier militaire, comme l'attestent les ventes massives d'armes qui font de l'Iran le pivot du traité militaire du CENTO, qui couvre le Golfe et l'Océan Indien ; un pilier politique également.

En apportant un soutien aussi ouvert au Shah d'Iran, Carter a montré qu'il n'envisageait pas pour l'instant, de soutenir un changement dans les forces politiques en Iran. Moins qu'un renforcement de la puissance de l'Iran, c'est à un renforcement du régime du Shah contre le peuple iranien que s'est proposé Carter.

Les conversations que le Shah devait avoir avec Giscard d'Estaing visaient le même but : obtenir une réaffirmation du soutien que le gouvernement français lui apporte par le biais de la confirmation d'accords économiques et de déclarations politiques communes sur la situation internationale. Un soutien qu'il veut utiliser dans la répression contre son peuple.

La torture dans les prisons sionistes

UN JEUNE PALESTINIEN TÈMOIGNE

● Nous publions ci-dessous l'interview d'un jeune Palestinien de 17 ans, réalisée pour *Eurabia* (revue qui prône le rapprochement euro-arabe et qui est favorable aux droits du peuple palestinien). Ce jeune palestinien a été détenu dans les prisons sionistes et témoigne de la répression et de la résistance quotidiennes du peuple palestinien dans les territoires occupés.

CE QUE RESENT LA JEUNE GÉNÉRATION DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

«... Nous sommes soumis quotidiennement aux provocations et à la répression. Mais je puis vous dire que les jeunes considèrent qu'il est de leur devoir de

lutter contre la domination israélienne... Il suffit que deux ou trois jeunes décident de rassembler leurs camarades pour mener une action de protestation. Mais nous pensons que ce sera bientôt le peuple tout entier qui se lèvera pour cette lutte».

Sadate rencontre le président syrien

Depuis mardi, Anouar El Sadate rencontre le président syrien. Selon les officiels syriens, les discussions porteraient sur les questions actuelles relatives au monde arabe... L'importance décisive de l'unité arabe... pour obtenir un retrait complet d'Israël des terres arabes occupées et la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. Ni la Syrie, ni l'Arabie Séoudite, ni le Liban, ni l'OLP n'ont donné de position publique sur l'éventualité d'un voyage de Sadate en Israël, qui constitue l'essentiel des conversations entre les deux dirigeants arabes.

En signant séparément un accord avec Israël sur le Sinaï en 1974, Sadate avait déjà considérablement modifié la disposition des forces au Moyen-Orient en retirant pratiquement du champ de bataille la plus puissante armée arabe de la région, et en laissant la Syrie seule face à Israël. Une nouvelle initiative de Sadate si elle se confirme et selon les formes qu'elle prendra, des implications encore plus importantes, notamment en allant plus avant dans la reconnaissance *de facto* de la légitimité de l'Etat d'Israël.

«Les jeunes n'ont que des couteaux contre les fusils, des cocktails molotov contre les tanks et surtout des pierres et des pavés : c'est de loin l'arme qu'ils utilisent le plus contre les véhicules de l'occupant».

L'ARRESTATION

«Nous étions un groupe de 25 jeunes qui écrivions des slogans contre l'occupant sur les murs. Les Israéliens se sont saisis de l'un d'entre nous, ils l'ont torturé et ils ont appris ainsi l'existence du groupe.

«Un soir ils sont venus chez moi, ils m'ont jeté à bas du lit, m'ont bandé les yeux et les mains derrière le dos. Puis ils m'ont fait monter dans un car de police et m'ont maintenu la tête et le front contre le plancher de cette voiture en me soulevant la tête de temps à autre avec des coups sous le menton...»

«J'ai dû passer la première nuit sous la pluie le froit, dans la cour de la prison. Le lendemain, à partir de 6 heures du matin, ils m'ont obligé à rester debout, le visage recouvert d'une couverture... de sorte que je ne voyais rien... jusqu'à ce que je ne puisse plus tenir sur mes jambes... Ensuite, on m'a introduit dans une cellule où j'étais seul. Ils m'ont fait déshabiller et m'ont obligé à passer sous

une douche glacée, puis à m'assois sur un réchaud brûlant...»

«Ils m'ont appliqué diverses méthodes : celle de mettre de la glace (contenue dans un sac de nylon) sur les yeux. C'est très douloureux et on devient pratiquement aveugle. Ils m'ont fait allonger à plat ventre, les bras derrière le dos et sur la tête un sac épais qu'ils seraient autour de mon cou de manière que je ne puisse plus respirer. Ou bien l'un des interrogateurs me tenait la tête entre ses jambes pour m'empêcher de bouger, tandis que l'autre me mettait sur le dos une chaise sur laquelle il s'asseyait... Les murs de la pièce qui servait aux interrogatoires étaient en ciment, couverts d'aspérités contre lesquelles ils me cognaient la tête...»

LES BUTS DE CES TORTURES MÉTHODIQUES

«Le premier but est de vous briser psychologiquement. Ensuite de vous faire avouer... Tout ce dont ils vous accusent : d'avoir écrit des slogans sur les murs, d'avoir distribué des tracts hostiles aux autorités d'occupation, d'avoir eu connaissance de quelqu'un qui détenait une bombe et de ne pas l'avoir dénoncé... d'avoir pris part à des manifestations, ou d'en avoir organisé.

«Ils ont le souci constant de démoraliser le détenu, de l'humilier. C'est ainsi qu'ils imaginent de cracher par terre et de vous obliger à lécher leurs crachats ou bien à leur lécher les bottes. Ou encore, de forcer le détenu à frapper l'un de ses camarades».

LES CONDITIONS DE DÉTENTION

«Nous étions 50 dans une pièce de 6 m sur 4 m sans lumière et presque sans air. Nous avions beaucoup de peine à nous coucher tous ensemble pour dormir... Nous avons fait une grève pour protester contre le manque d'eau... En représailles, les autorités de la prison ont fait appel à une brigade spéciale pour faire sortir tous les détenus dans une cour exigüe où ils les ont fait courir, sans vêtements, tous en les frappant. Une autre punition a consisté à fermer les ouvertures de la cellule et à y jeter des bombes lacrymogènes.»

«Les prisonniers se sentent tous frères. Ils se soutiennent autant qu'ils le peuvent. Certains étaient plus jeunes que moi. J'avais 16 ans à ce moment-là, mais je connais un jeune garçon, Amar... qui avait 13 ans quand ils l'ont emprisonné et qui en a 14 maintenant».

(Interview enregistré par Eurabia)

USA :

des grévistes contre Carrillo



Carrillo aux prises avec le piquet de grève

AFRIQUE DU SUD : 6 JEUNES NOIRS BLESSES

La police Sud-Africaine a tiré, mardi, sur des manifestants à Langa près du Cap. La police était descendue faire une opération de «contrôle» dans ce quartier de Langa. De jeunes Noirs, plus d'un millier, se sont rassemblés en manifestation pour protester contre cette opération. Ils ont répondu aux agressions policières par des jets de cailloux. La police a alors tiré, blessant six personnes.

URSS : SAKHAROV INTERDIT DE PAROLE

Andrei Sakharov n'a pu prendre la parole, mardi à une assemblée de l'Académie des sciences de l'URSS : une vingtaine de personnes l'ont constamment empêché de quitter sa place pour intervenir. Le physicien soviétique voulait évoquer la nécessité d'une amnistie des détenus politiques».

Carrillo, secrétaire du parti révisionniste espagnol, poursuit son voyage aux USA. Il a jugé bon de remercier le gouvernement américain de «permettre à un communiste tel que lui de se rendre dans le pays». Il a accordé en revanche beaucoup moins d'importance aux employés de l'Université de Yale, en grève depuis plusieurs semaines pour obtenir des hausses de salaire, et qui lui avaient écrit pour lui demander de reporter son voyage.

Carrillo n'en a pas tenu compte, estimant qu'une grève ne devrait pas empêcher un leader communiste espagnol de parler aux Etats-Unis». Les grévistes eux, ne l'ont pas entendu de cette oreille. Alors que le secrétaire du PCE donnait une conférence de presse précisément dans leur université, ils l'ont interpellé avec virulence et quelque peu molesté, trouvant assez peu de leur goût cette façon de manifester son internationalisme prolétarien... Il semble même qu'il se soit un peu fait traiter de «jaune».

Ce ne sont certainement pas les travailleurs espagnols qui donneront un démenti à leurs camarades d'Outre-Atlantique.

Après l'enquête : «LES SYNDICATS FACE A 78»

Chers camarades,

Lecteur du QdP du 19ème arrondissement, j'ai suivi, avec plusieurs militants CFDT, l'enquête «Les syndicats et la gauche». Il serait sûrement intéressant de faire paraître des positions prises par les camarades de la Sécurité Sociale CFDT face aux invitations du PCF qui les presse sans cesse de prendre position... en sa faveur. La section URSSAF a fait une «lettre ouverte» aux militants PCF de l'URSSAF (19ème) pour répondre à tout un pilonnage. La publication de ces éléments éclairera justement ce que disaient d'autres militants syndicaux, comme celui de Citroën.

H.G. Paris 19ème

«Jugez tout d'abord de notre surprise devant votre interpellation, alors que nous, syndicat CFDT, ne nous permettons pas de juger de l'action de votre parti à l'URSSAF.

Ceci n'est pas important : notre section syndicale est vivement intéressée, comme tous les travailleurs, par les prises de position des différents partis politiques de gauche.

La CFDT est très inquiète d'une éventuelle victoire de la droite, victoire permise par les divisions de la gauche.

En l'état actuel des choses, la CFDT de l'URSSAF ne veut rien faire qui puisse aggraver les querelles actuelles. Elle ne se rendra donc pas à une réunion comportant un seul parti, un seul syndicat.

(...) Enfin, il semble que vous n'ayiez pas compris le sens de notre intervention. (...)

Nous indiquons simplement que la querelle actuelle de la gauche ne semble porter que sur le nombre des nationalisations, et qu'il est rarement question dans ces débats importants :

- du sort des travailleurs dans ces entreprises ainsi que des salaires,

- de la Sécurité sociale,

- de l'emploi, des droits nouveaux des travailleurs, en fait, des préoccupations quotidiennes des salariés.

Pour sa part, la CFDT craint que si les querelles de la gauche persistent, la droite restera au pouvoir, cela veut dire :

- écoeurement des travailleurs,

- refus de toutes les revendications,

- répression accrue de toutes les luttes.

La CFDT affirme aussi que la victoire de la gauche doit être et qu'elle ne sera pleinement significative qu'en s'accompagnant de pouvoirs nouveaux pour tous les travailleurs.

LISEZ CFDT MAGAZINE, la plate-forme CFDT d'objectifs immédiats.

Section CFDT URSSAF
PARIS.19^e

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

QUEL POINT DE VUE SUR CONCORDE ?

Chers amis,

Je vous écris parce que l'article du QdP du 19 octobre relatif à l'atterrissage de Concorde à New-York me paraît, comme en général ceux qui l'ont précédé sur le sujet, exprimer un point de vue unilatéral. Passons rapidement sur tous les arguments écologiques : depuis près de 30 ans, des avions militaires effectuent des vols largement supersoniques à des altitudes supérieures à celle de Concorde. L'article du QdP dit que deux voies étaient offertes au régime gaulliste dans les années 60 : «Transporteur de masse», ou «transporteur supersonique». Là n'est pas le choix : beaucoup de «gros porteurs» se remplissent difficilement. En 1960 comme aujourd'hui, les deux voies sont ou bien construire une économie en comptant sur ses propres forces — ce que la bourgeoisie est bien incapable de faire — ou bien orienter la production vers l'exportation en essayant de trouver les

Le vrai blocage pour Concorde, dis-tu, est politique. C'est ce que nous avons toujours écrit. L'impérialisme américain s'est trouvé distancé par deux pays européens dans la réalisation d'un supersonique civil et pour préserver les intérêts économiques des firmes aéronautiques il a, c'est certain, retardé au maximum l'atterrissage de Concorde aux USA.

Mais il semble que le gouvernement américain ne fasse plus désormais obstacle à l'exploitation de Concorde sur des lignes commerciales avec les USA. Ce n'est plus la peine car, en-dehors des compagnies d'Etat française et britannique, pratiquement aucune compagnie aérienne n'est disposée à mettre des Concorde en service. Si le blocage politique a été réel, il ne faut pas pour autant minimiser les arguments des écologistes et des riverains des aéroports de New-York. Les accusations portées contre les supersoniques, de détruire l'ozone des couches supérieures de l'atmosphère, ne sont pas des plaisanteries, bien que l'on ne dispose pas encore de suffisamment de données sur le problème. L'ozone joue un rôle essentiel, en filtrant les rayons X du soleil. Les doutes sérieux sur la nocivité des supersoniques, même si ce n'est pas encore des certitudes absolues, justifient qu'on se préoccupe du problème, et ce n'est

pas parce que des supersoniques militaires sillonnent le ciel depuis près de trente ans qu'on doit se résigner à développer les vols supersoniques en haute altitude. En ce qui concerne le bruit, les riverains des aéroports new-yorkais savent de quoi ils parlent : ils mènent une lutte sur cette question depuis longtemps et ne s'opposent pas seulement au Concorde, même s'il se trouve que c'est l'avion le plus bruyant.

leurs options, la raison principale tient en cela. On a parlé à propos de Concorde de réussite technologique. Sur un certain plan c'est vrai, c'est un appareil capable de transporter cent passagers à une vitesse supersonique, dans des conditions de sécurité satisfaisantes, mais cela ne veut rien dire. Sur un autre plan, Concorde est dépassé et nocif : consommation énorme de carburant, bruit, exigüité... Le choix de la bourgeoisie fondé sur une politique de prestige et de la conquête des marchés se révèle aberrant, non seulement parce qu'il engloutit des milliards dans un appareil qui «servira» à faire gagner quelques heures aux privilèges de la «Jet society» au prix d'un accroissement de la pollution et d'un gaspillage énergétique, mais également sur le plan de la rentabilité capitaliste. L'autre alternative du choix : le transporteur de masse (car telle était bien l'alternative pour la bourgeoisie pour conquérir des marchés), aurait certainement été plus judicieux, mais tel n'est pas notre problème.

Le gouvernement américain s'est certainement prévalu de leur lutte pour faire échec au Concorde, mais cette lutte en elle-même est parfaitement légitime, et les riverains de Roissy qui connaissent les mêmes nuisances l'ont prouvée. Cette lutte contre les nuisances, qu'elles viennent des avions, des usines chimiques ou autres, est un aspect important des luttes populaires de notre époque.

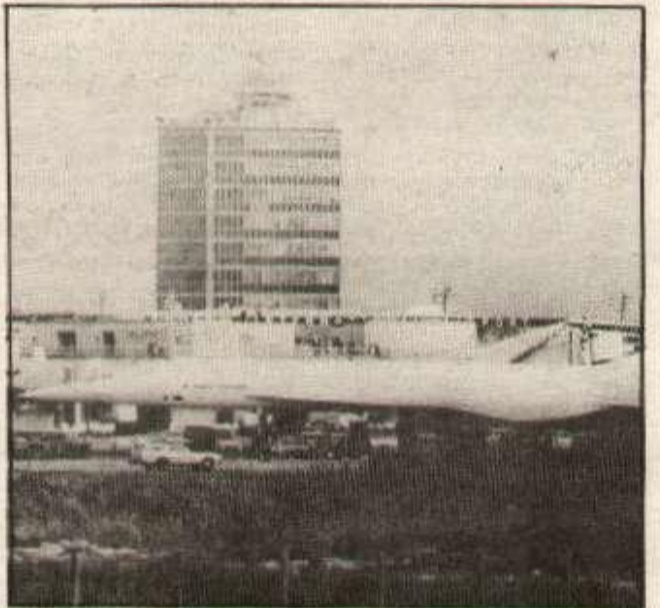
Plus que d'un blocage politique des USA, l'échec de Concorde est lié à ses caractéristiques propres. Le gouvernement US n'a fait que donner un coup de pouce pour précipiter l'échec du supersonique, mais cet échec était de toute façon prévisible. Concorde est en effet un avion coûteux, un gouffre à kérosène, et donc sa rentabilité est incertaine pour les compagnies aériennes qui se livrent une sévère concurrence. Si celles-ci ont décommandé

de ces prises de position publicitaires, se multiplient les tentatives pour faire passer l'aéronautique européenne sous contrôle U.S. Dans la lutte contre les superpuissances, le rôle principal doit, en Europe, revenir aux peuples européens.

- N.B. : Parce que la presse française ne l'a

pas fait, il serait intéressant d'expliquer quelles sont réellement les forces qui, aux USA, s'opposent à Concorde (organisations de «riverains» d'aéroport, Ponna..., leurs motivations, leurs liens avec divers groupes de pression (trusts aéronautiques...).

P.B.
31 - MURET



Même s'il était possible de sauver l'avenir de Concorde, les travailleurs n'ont pas, comme le leur demande le PCF, à se mobiliser sur ce terrain. Ce serait s'engager dans le soutien à notre impérialisme, dans un combat dans lequel les travailleurs n'ont rien à gagner. Par contre, les travailleurs doivent s'opposer aux licenciements qui résulteraient de l'abandon du Concorde. Ils ne sont pas responsables du choix de Concorde, ils n'ont pas à faire les frais des avatars de ce choix.

Aujourd'hui, lutter pour l'indépendance nationale, c'est éclairer les masses sur la réalité des dangers que font peser les deux superpuissances, c'est dénoncer l'inconséquence et les tendances capitulationnistes de la bourgeoisie française, c'est montrer qu'à terme, seule la révolution socialiste et le pouvoir de la classe ouvrière sont capables de garantir véritablement l'indépendance nationale.

Il faut dénoncer et combattre les concessions et les abandons que peut faire la bourgeoisie. Mais il n'est pas question, comme le PCF, d'inciter les travailleurs à prendre parti pour tel ou tel choix. Susceptible de renforcer l'impérialisme français dans ses rivalités économiques ou néocoloniales avec d'autres impérialismes et les deux superpuissances.

Serge LIVET

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRmi
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Reception du Manifeste pour le Socialisme

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

Voici la nouvelle formule d'abonnement que nous proposons à nos lecteurs pour l'année 77-78. Le succès d'une telle formule est d'une grande importance pour le Quotidien.

L'abonnement, par l'avance sur ventes qu'il constitue, par la régularité des rentrées qu'il permet, contribue évidemment de façon notable à l'équilibre du budget du journal, au point d'être absolument nécessaire.

D'autre part, cette formule abonné-ami est un moyen de resserrer les liens entre les lecteurs et leur journal. Cela ressort nettement du bilan de notre première campagne d'abonnements. La réception des publications du PCR, notamment la réception du Manifeste pour le socialisme, celle de Front Rouge, la participation à nos meetings et réunions, ont permis à beaucoup de nouveaux lecteurs de mieux connaître notre parti. Dans le même temps, nombreuses étaient les lettres de ces abonnés qui faisaient connaître leur point de vue sur le journal, ou apportaient une contribution en suscitant un débat sur d'importantes questions politiques...

Cet aspect, nous tenons à le développer largement cette année. La volonté d'œuvrer au resserrement des liens entre les lecteurs et le journal, a trouvé, par exemple cet été, l'occasion de s'exprimer au cours du voyage en Albanie qui a

réuni, dans une ambiance fraternelle, des abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agissons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paule Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoren)
- Les enfants de Xisha (Haoren)
- Danger / Amiente (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFTD, CGT, FEN)
- La Commune de Paris (Lissagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alein Bouc)
- L'usine de la peur (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Vive la Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile Resistencia
- Naussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)



sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- Entrés gratuite dans les meetings et réunions du PCRmi
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

Librairies

- Besançon** Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%)
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib. Nimesis (10%)
5, bis rue Grassi
- Bourges** Librairie athenaï (10%)
4, cours Avaricum
- Brest** Lib. Graffiti (10%)
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)
1, rue des Gras
- Lannion** Lib. Géraudon (10%)
30, rue de Kerampont
- Lille** Librairie Populaire
40, rue Jules Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (16%)
228, rue Duguesclin (3°)
- Marseille** Librairie Lire (10%)
Rue Sainte (1°)
- La Rochelle** Librairie «La Genette» (5%)
Rue Rougemont
- Caen** La Licorne rue froide
- Nantes** Librairie 71
29, rue Jean Jaures (10%)
- Nice** Le Temps des Cerises
50, bd de la Madelaine (10%)
- Orléans** Les Temps Modernes
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Paris** Librairie de Valois
25, rue du Valois (1°) (10%)
Les Jours de A (12% liv. politiques)
9, rue des Lions St-Paul (10%)
L'Hamattan
18, rue des Quatre Vents (8°) (10%)
Tschann
83, bd du Montparnasse (14°) (10%)
Plasma
41, rue Saint Honoré (10%)
33% sur les Éd. P.-J. Oswald
7, rue de l'École Polytechnique (5°)
- Reims** Le grand jeu 20 rue Colbert

Cinémas

- Paris** Saint Séverin
12, rue St-Séverin (5°)
Tarif étudiant : 10 F
La Clef
21, rue de la Clef (5°) (tarif étud.)
Seine Cinéma -
8 rue Frédéric Sauton - Paris 5°
Cinématographe
44, cours Suchet (2°)
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)
Le Canut
32, rue Laynaud (1°) (tarif étud.)
- Lyon**

Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

PROGRAMME TÉLÉ

Jeudi 17 novembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Richelieu. Film TV en six épisodes.
21 h 25 - L'évènement
22 h 30 - Allons au cinéma
23 h 00 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Assemblées parlementaires
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les aveux les plus doux. Film franco-algérien d'Edouard Molinaro (1971).
22 h 00 - Cent mille images. Hollywood, ces années-là : 1940-1950. Montage de document sur Hollywood, l'anti-communisme aux USA.
23 h 00 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Cinéma français 1968-1976 : Les Chinois à Paris. Film grossier commandité par Dassault.

Vendredi 18 novembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir : Catherine au paradis
22 h 10 - Télé-foot
23 h 10 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les diamants du président. Feuilleton français en six épisodes
21 h 35 - Apostrophes. Socialistes d'hier et d'aujourd'hui, avec :
— Thierry Pfister : «Les socialistes».
— Claude Jamet : «Notre Front Populaire».
— Jean Lacouture : «Léon Blum».
— Pierre Mauroy : «Héritiers de l'avenir»
— Philippe Alexandre : «Le Roman de la Gauche»
— Line Cohen-Solal : «Les Nouveaux Socialistes».

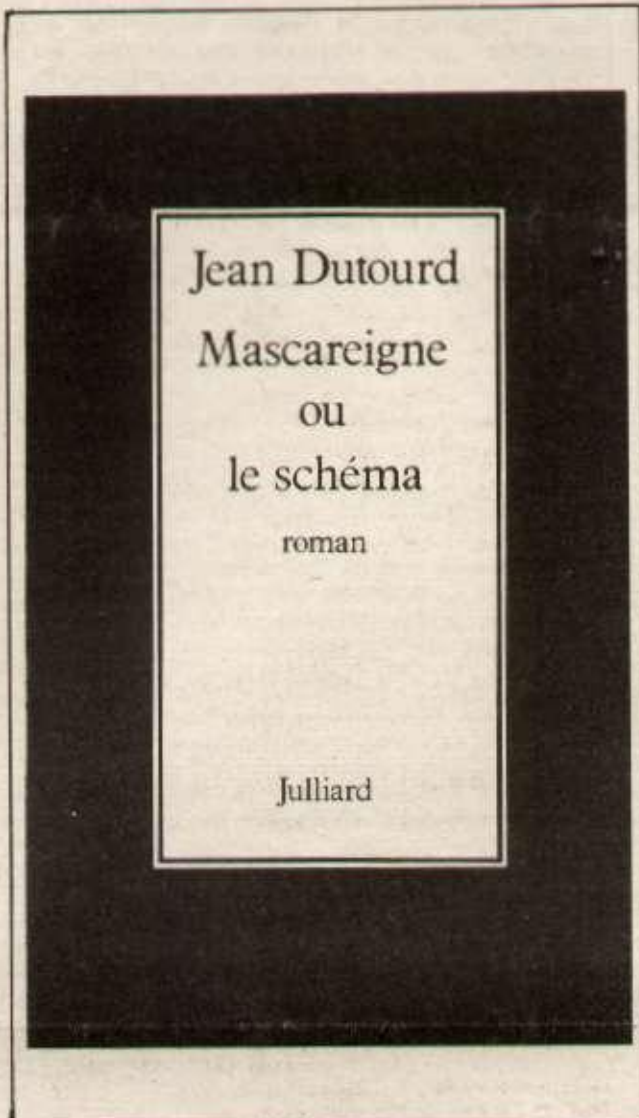
22 h 45 - Journal

22 h 50 - Ciné-club : La vraie nature de Bernadette. Film canadien de Gilles Carle (1972). Bernadette, pour échapper à la ville et à la société bourgeoise, quitte son mari et part à la campagne avec son fils Yannick. Elle accueille tout le monde dans sa maison et se donne à tous. Gilles Carle, l'auteur veut montrer qu'on ne peut échapper à la société et que le retour à la nature, l'amour libre ne sont qu'illusion. Ce film est en même temps un violent pamphlet contre le catholicisme attardé du Québec.

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Vendredi : Spécial information.
21 h 30 - Les grandes fleuves, reflets de l'histoire : l'Orange
22 h 25 - Journal et fin
22 h 30 - Émission alsacienne

Quoi d'autre qu'une apologie du fascisme ?



Ca se lit en trois heures, ça fait rire, mais c'est pernicieux, et derrière l'humour se cache le moralisme fascisant de l'auteur, voilà résumé le nouveau roman de Jean Dutourd,

Mascareigne ou le schéma. Les ficelles sont un peu grosses pour faire passer ce roman comme un livre de politique fiction, même si son déroulement découle directement du ré-

sultat des législatives de 78 : un candidat obscur, Mascareigne, membre du PCF, parvient à se faire élire, puis à se faire désigner comme secrétaire d'Etat, secrétaire du PCF puis comme premier ministre, et enfin comme chef unique du pays, où il fait régner une dictature des plus sanglantes, une dictature dont la description rappelle sur bien des points ce qui existe aujourd'hui dans les pays de l'Est. Tout cela donne des passages curieux : à propos de Giscard privé de tout pouvoir réel (avant d'être exilé à l'île d'Yeu) : «Comme elles étaient loin, les chasses à l'éléphant en Afrique, les chasses à l'ours en Pologne, dans l'éblouissement des réceptions officielles ! Comme elles étaient loin, les petites vacances aux Caraïbes ! Dans quel passé immémorable étiez-vous engouties, joyeuses réunions intimes où l'on rencontrait des intellectuels de gauche si drôles quand ils avaient un peu bu ! (...) Maintenant, c'était Rocard qui se baignait dans les Caraïbes, Berezogovoy qui chassait la grosse bête», etc... Mitterrand s'exilant finalement à Moscou, et Marchais à Washington parce que les Russes ne veulent pas de lui, la France devenant finalement une superpuissance, annexant la Belgique, la Suisse, l'Algérie et le Québec. Tout cela au nom du «socialisme». Les ouvriers en grève sont assassinés au nom de «la

production indispensable pour faire de la France un grand pays», les chômeurs depuis plus de 6 mois engagés automatiquement dans l'armée pour une période de 10 ans, et finalement Mascareigne assassiné par des députés eux aussi avides de pouvoir et d'honneurs. On pourrait en rire, car l'histoire, invraisemblable, dans cette forme-là en tout cas (les apprentis dictateurs existent en France) est bien tournée. On ressent pourtant une impression de gêne et de dégoût. Jean Dutourd est contre la dictature de Mascareigne, mais il montre à toutes les pages que c'est avec la méthode qu'il n'est pas d'accord, pas avec les buts de l'opération : donner aux Français l'amour de leur patrie, redonner à la France un lustre qu'elle n'a plus, réhabiliter le travail, la famille, la patrie. Voilà d'ailleurs comment Dutourd conclut l'expérience fasciste qu'il vient de raconter : «Le jour qui suivit sa mort, Paris redevint gai. Il y eut famine il est vrai, mais Saint Germain des Prés rayonnait, les Champs Elysées étaient pleins, les spectacles comblés. Puis réapparurent les films pornographiques, les travestis, les partouzes, bref tout l'attirail de la liberté».

Voilà l'image que Dutourd a des Français. Au fond, ce qui ressort du livre, c'est qu'il voudrait bien une dictature aux mains propres.

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoel

119^e épisode

— Voici Paris. Je vous conduis directement chez vous, n'est-ce pas ? Nous allons prendre les boulevards extérieurs, ce sera plus rapide.

Henri avait compris que je ne désirais pas converser et il s'était tu depuis notre départ. «Voici Paris.» Ces mots me réveillèrent.

De Mantes, ville gracieuse, jusqu'au pont de Saint-Cloud juste après le tunnel qui ouvre et clôturait l'autoroute, la verdure des arbres et des champs, l'indécision du ciel ici gris plus loin rose, et toutes ces heures que je venais de vivre dans les chuchotements des couloirs d'hôpitaux, des bureaux administratifs, ce voyage à Aincourt

où m'avaient été remis les objets laissés par Lucien, les trois réveils à l'hôtel quand, ouvrant les yeux aux aboiements d'un chien ou aux caquets d'une basse-cour proche, l'idée terrible crevait cette joie naissante et me laissait stupidement inerte, les oreilles bourdonnantes et l'haleine amère, la texture mêlée de ces images et de ces émotions m'avait enveloppée, séparée des vivants. «Voici Paris.» La toile se déchire. La campagne et le vent doux dans les feuillages de l'été proche prolongeaient encore le cérémonial funèbre dans ce qu'il offre d'apaisant. Mais ici commence la ville dans son débordement. Une pendule marque l'heure. Les rues sont rectilignes et sans mystère. L'horizon maintenant c'est un fragment de ciel entre des bâtisses rapprochées. Il est bleu carrément. Il va faire chaud et les femmes portent des robes sans col ni manches. Des Arabes creusent un trottoir. Le viaduc d'Auteuil contourné, les embarras se multiplient. C'est Paris. Camions de livraisons, poids lourds, autobus, c'est le commencement d'une journée. Depuis la Porte de Versailles, nous roulons au ralenti et je scrute les gens sur le trottoir à ma droite, comme s'ils pouvaient répondre à mon interrogation. C'est qu'ici, dans le fracas de la ville, dans ses couleurs et ses amalgames, je viens de retrouver Arezki.

Apparaissent les bâtiments de la Cité universitaire. La brique rouge de leurs murs évoque des collèges anglais tels que je les ai vus dans les livres de classe de mon frère. Entre deux pavillons, une roseraie et des jardins donnent de l'ensemble une image de plénitude. Salles de lecture, chambres d'où l'on doit apercevoir le flou des roses dans la verdure..., à cause de cela, des vieilles pierres et

de quelques étudiants qui gagnent le boulevard, je me dis qu'Arezki ne risque rien. Plus loin, sortant du pavillon du Maroc, un garçon bâille, le col ouvert. Il étire son bras libre. Et même si Arezki ne revenait pas, je remuerais Paris. Il y a les avocats, les journaux. La vie d'un homme, elle a du poids ici. Il s'en lèvera quelques-uns pour crier, protester, exiger. Le 28 mai, ce n'était pas un rêve.

À la Porte de Gentilly, la route amorce une descente douce. Le ciment des gradins du P.U.C. éblouit au soleil. Sur une pancarte, je lis «Poterne des Peupliers». Le mot ressemble à potence. Articles 76 et 78 «atteinte à la sûreté intérieure et extérieure...» On ne le lâchera pas si vite.

Nous passons devant un monument de pierre blanche «AUX MÈRES FRANÇAISES». Les hommages, la vénération, cela vient après, lorsqu'il est trop tard. La pente se redresse et monte vers la place d'Italie. Je connais trop bien, je regarde à peine à gauche sur cette vieille garce d'usine l'inscription «Automobiles, Machines à bois». Il me semble que vient jusqu'à moi le bruit affolant de la chaîne. Je sens la tiédeur de la tôle.

Quand s'amorce la descente de Charenton, les mouvements oscillatoires de la voiture — le boulevard est en réfection — me balancent de l'espoir à l'angoisse. Et les souvenirs s'en mêlent quand nous passons devant le square de la Limagne. Arezki disait «de la Limagne». Il disait aussi : «Le Mont de Pitié» et j'aimais beaucoup ce dernier mot.

Sur le pont National, à la vue de l'eau, je pense aux cadavres qu'elle charrie.

à suivre

Argentine

ESSOR DES LUTTES DE LA CLASSE OUVRIERE

● Dans les dernières semaines, les luttes de la classe ouvrière ont connu un développement qualitatif. Certes, la guérilla a connu des échecs et la dictature militaire de Videla s'en targue comme d'un résultat positif pour «la restauration de l'ordre national». Mais la répression la plus féroce, les assassinats politiques, les enlèvements n'ont pas pu venir à bout de la combativité de la classe ouvrière. A toute une série d'indices on sent que le climat en Argentine est très loin de l'écrasement, que bien au contraire, les travailleurs ont su s'adapter aux nouvelles conditions, retrouver un haut degré de coordination et faire céder le ministre de l'économie Martinez de Hoz sur la question des salaires.

LA GRÈVE DE RENAULT

A l'usine automobile d'IKA Renault, une grève très dure a éclaté il y a quelques semaines pour exiger des augmentations de salaires. Les ouvriers d'Ika Renault exigent «seulement des salaires de militaires, pas des salaires de privilégiés» ! Les militaires ont pu augmenter leur salaire de 250 %, alors que, depuis l'arrivée au pouvoir de la junte militaire, le pouvoir d'achat a baissé d'environ 65 %. A l'heure actuelle, le salaire ne permet de vivre que pendant les 12 premiers jours du mois. Pour le reste les travailleurs doivent se débrouiller pour survivre. La grève a été suivie d'une véritable bataille rangée dans les rues de Cordoba, qui a duré 12 heures, et l'usine a été occupée par l'armée. Il y a eu plusieurs centaines de licenciements. Mais le fait qu'une lutte de cette ampleur se soit déroulée dans les conditions actuelles de répression prouve que la résistance s'amplifie. Il faut remarquer à cette occasion que le secrétaire de la CGT de Renault-Billancourt, Silvain, n'a rien trouvé de mieux que d'envoyer une lettre à la direction de l'entreprise pour lui demander de se soucier davantage de l'image que le trust français donnait de lui à l'étranger !

LA POLITIQUE DE MARTINEZ DE HOZ

Depuis son arrivée au pouvoir, Martinez de Hoz qui est particulièrement représentatif de l'oligarchie agro-exportatrice, se vante d'avoir réduit l'inflation aux taux de ... 123 %. Ce «succès» a été acquis au prix d'une austérité sans précédent ; il se vante aussi du redressement de la balance des paiements, mais cela est dû surtout à une baisse considérable des importations.

En un an, la consommation globale de la population a baissé de 12 % ; dans le textile, les ventes ont baissé de 30 %. Les associations industrielles qui représentent la moyenne bourgeoisie sont amenées à protester contre la situation actuelle. Un des volets de la politique de Martinez de Hoz est de restreindre les dépenses budgétaires. Il s'agit purement et simplement par exemple, de faire passer le nombre de kilomètre de voies ferrées de 40 000 à 20 000 ! Ceci suppose le licenciement de plus de 30 % du personnel.

LA LUTTE DES CHEMINOTS ET DE TOUT LE SECTEUR PUBLIC

Contre ce plan de liquidation

du réseau ferré, les cheminots ont entrepris une grande campagne de sabotage, et se sont mis en grève. Il ont bientôt été suivis par d'autres parties du secteur public : métro, travailleurs des compagnies de l'eau, du pétrole, de l'électricité, marins etc... Dans le secteur bancaire également, les employés se sont mis en lutte. Les grèves se sont achevées sur des conquêtes appréciables. A l'heure actuelle, les mouvements de lutte se poursuivent aux télécommunications et dans les lignes aériennes. Les travailleurs du secteur public n'avaient obtenu en tout et pour tout que 12 % d'augmentation de salaires pour l'an dernier. Martinez de Hoz avait admis une augmentation de salaires de 35 à 40 % et assuré qu'il ne céderait rien de plus. Les travailleurs des chemins de fer exigeaient une augmentation de 80 à 100 %. Ils ont obtenu 45 % d'augmentation. C'est une défaite pour le gouvernement Videla. Les travailleurs ont fait la preuve de leur force, de leur unité, et aussi du degré de coordination de leurs luttes. La bureaucratie syndicale a indiqué que la grève commença dans le cadre des organisations syndicales s'est poursuivie par une «grève sauvage».

LES SYNDICATS PRIS ENTRE DEUX FEUX

Cette déclaration illustre assez bien la situation difficile des syndicats. En effet le gouvernement, qui se rend compte du danger qu'il y a pour la bourgeoisie à laisser se développer dans la clandestinité un syndicalisme de classe souhaite instaurer une nouvelle loi sur les associations professionnelles, de façon à retrouver un interlocuteur en cas de grèves. Cette loi prévoit de ne restituer à la bureaucratie syndicale péroniste que les syndicats qui n'ont pas connu d'intervention de l'armée. Or, à l'heure actuelle, 80 % des syndicats ont connu la présence d'un «interventor» homme de paille de la dictature destiné à contrôler le syndicat. C'est dire que la part qui serait dévolue à la bureaucratie syndicale serait insignifiante. Mais d'un autre côté, cette même bureaucratie sait qu'elle n'a pas d'avenir si elle laisse se développer les luttes sous leur forme actuelle. Prise en sandwich, la bureaucratie syndicale ne peut pas constituer un appui ferme pour Videla.

LA DÉNATIONALISATION A OULTRANCE

taire consiste à restituer au secteur privé tout ce qui avait pu être nationalisé par le péronisme.

C'est le cas de l'entreprise Siemens, de la Standard Electric (ITT) qui a reçu plusieurs millions d'indemnités. C'est également le cas d'Italo (qui a reçu 120 millions de dollars,) dans laquelle Martinez de Hoz a des intérêts ainsi que de plusieurs autres grandes usines : frigorifiques Surift, d'Oilerà (Cycles) etc...

Ce qui se passe dans le secteur du pétrole est encore plus significatif. Désormais la compagnie d'Etat YPF est autorisée à déposer ses avoirs dans des banques étrangères et n'importe qui peut acheter les actions d'YPF. Pour l'instant, une politique de dénationalisation profite surtout à l'impérialisme yankee, principal bailleur de fonds de l'Argentine. Lors de la signature du nouveau traité de Panam, Carter a assuré de son appui total la Junte militaire. Le Fonds monétaire international et la banque mondiale très étroitement tenus par les USA viennent d'accorder un nouveau prêt de 300 millions de dollars chacun à l'Argentine pour l'aider à rembourser sa dette extérieure qui s'élève à 13 000 millions de dollars.

PÉTROLE : DES GISEMENTS FABULEUX

Les richesses pétrolières de la côte atlantique étaient connues depuis plusieurs années. Mais dernièrement l'exploitation du pétrole offshore vient d'être confiée à la firme américaine Standard Oil, et l'impérialisme français y a d'ores et déjà investi pour 75 millions de dollars. Le potentiel exploitable s'élèverait à la fois plus que toutes les réserves américaines. Il est question de 200 billions de barrils.

L'ARGENTINE TERRE DE CONVOITISE

Y a-t-il un rapport entre ces réserves de pétrole et le forcing que fait actuellement l'Union soviétique pour s'implanter en Argentine ? Peut-être bien... En tout cas l'URSS qui est devenu un des plus importants partenaires commerciaux de l'Argentine a signé avec elle un contrat économique pour 10 ans et fournit les turbines de l'important complexe de Salt Grande. L'URSS a refusé de voter la résolution de l'ONU sur les droits de l'homme en Argentine. Cependant, comme le prouvent les chalutiers soviétiques arraisonnés il y a quelques semaines, l'oligarchie argentine est divisée face aux convoitises du social-impérialisme.

LES COMPLAISANCES DU RÉVISIONNISME POUR LA DICTATURE

Il y a évidemment plus d'un lieu entre la politique de l'URSS et les agissements du PC argentin ! Celui-ci qui reçoit aussi coups de la dictature a critiqué les dirigeants syndicaux qui ont refusé de se rendre à l'OIT à Genève (Organisation Internationale du Travail) pour protester contre la suppression des libertés syndicales. Il a déclaré que

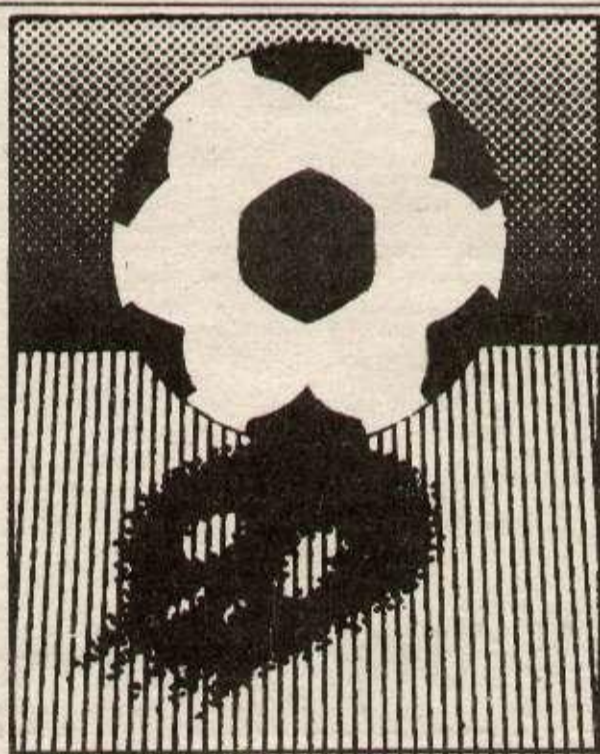
c'était «Laisser le champs libre» aux subversifs d'Europe». Face à la répression, au lieu d'organiser la riposte, il préconise la tactique d'envoyer des lettres à Videla ! Ceci ne fait que mettre en danger des démocrates... Par ailleurs, il continue à estimer que Videla représente une aile modérée de l'armée et qu'une issue démocratique est possible avec son concours, alors même que les tentatives du général Lanusse en ce sens ont échoué.

LA CONSOLIDATION DE LA DICTATURE

Tous les projets de gouvernement civico-militaire, caressés par les révisionnistes se sont effondrés. Les militaires ne parlent plus d'élections que pour dans... 14 ans, et encore, avec des conditions ! Ils déclarent : «Il faut en finir avec les vieux partis». Plus que jamais la phrase du général Menendez prend son sens : «Pendant que Videla gouverne, moi, je tue». Dans la même période, la junte argentine a renforcé ses liens avec la dictature brésilienne. Le rapprochement entre deux pays traditionnellement rivaux s'est marqué notamment par la signature d'un traité d'Assistance militaire mutuels, et l'accord au sujet du

barrage sur le fleuve Parana. Le resserrement de cette alliance, l'appui des Etats-Unis, les coups portés à la guérilla, l'aide des puissances impérialistes, ont abouti à une relative consolidation de la dictature.

Mais en face, tout un processus d'accumulation des forces est en cours. Les secteurs nationalisés du péronisme, les secteurs progressistes du radicalisme, les montoneros s'affrontent à la dictature. Dans le Nord, les Liges Agraires commencent à se réorganiser : elles regroupent des paysans pauvres, petits cultivateurs de tabac, coton. Récemment l'association des familles de disparus a organisé une manifestation de plus de 200 personnes sur la place du Congrès au cœur de Buenos Aires. C'est dans la classe ouvrière dans les luttes actuelles, dans lesquelles le Parti Communiste Marxiste-Léniniste d'Argentine a joué un rôle actif, notamment à Renault, que se trouvent les perspectives les plus riches d'une alternative à la dictature. Entre la dictature militaire fasciste, liée à l'impérialisme américain, et la classe ouvrière, et le peuple argentin, l'heure d'affrontements plus décisifs que les luttes actuelles, cette heure-là approche.



**—Argentine:
terreur et répression!
—Boycott de la coupe
du monde de foot-ball
en Argentine!**

Comité de Soutien aux luttes du Peuple Argentin
14, rue de Nanteuil PARIS 15^e

Boycott de la Coupe du Monde de Football qui aura lieu en Argentine.

— Elle dépense des millions pour organiser la Coupe du Monde.

— Elle en fait un instrument de propagande de sa politique.
Le sport n'est pas neutre ! Dénonçons les crimes des fascistes argentins ! Soutenons les luttes de la classe ouvrière et du peuple argentins !